

À SUIVRE

Mieux protéger les indépendants



La Ronde des quartiers organise aussi Les Épicuriales qui se déroulent aux allés de Tourny jusqu'au 24 juin. ARCH. GUILLAUME BONNAUD

On connaît La Ronde des quartiers de Bordeaux pour la braderie ou le marché de Noël. Ce que l'on sait moins, c'est qu'elle offre de nombreux services. Dont, depuis hier, un nouveau qui devrait en intéresser plus d'un. La plus grande association de commerçants de France propose maintenant un service de protection sociale aux chefs d'entreprise bordelais. Une initiative qui s'inscrit dans la droite ligne d'un partenariat déjà existant entre La Ronde des quartiers et Ociane groupe Matmut initialement destiné à les aider à gérer la protection sociale de leurs salariés.

Une nouvelle offre

Ce service pallie à un problème récurrent pour les indépendants : la faible couverture sociale des chefs d'entreprise, contraint légalement de proposer une complémentaire santé à leurs salariés, mais qui oublient souvent leur propre protection. L'association propose un dispo-

sitif spécifique, une complémentaire santé adaptée au régime social des indépendants et une couverture prévoyance. Il s'appuie sur l'avantage fiscal Madelin, qui permet aux entrepreneurs de déduire leurs cotisations des bénéfices, et donc d'économiser sur les cotisations sociales.

Parmi les risques les moins pris en compte par les indépendants : l'invalidité, l'arrêt de travail ou le décès. Pourtant, il s'agit de ceux qui mettent le plus en péril leurs activités et donc les salariés qu'ils emploient comme la situation financière de leurs familles.

La Ronde des quartiers de Bordeaux entend aller plus loin. Elle s'attaque au problème de fond et compte organiser plusieurs réunions autour de la thématique santé et prévoyances pour permettre à ses 1 200 adhérents de mieux appréhender des sujets complexes voir rébarbatifs. Une bonne nouvelle pour les indépendants bordelais. **Clément Pouré**

Étudiants, et d

CAMPUS L'université de Bordeaux inaugurerait hier son incubateur d'entreprises, à la Bastide

CATHERINE DARFAY
c.darfay@sudouest.fr

Bastien Vanlathem et Gauthier Laviron ont souri en apprenant, la semaine dernière, que Volkswagen allait fabriquer ses premières pièces détachées à partir d'une imprimante 3D. Parce qu'eux, cela fait deux ans qu'ils y pensent. Et pas pour des voitures neuves, mais pour fournir aux collectionneurs de voitures anciennes des pièces devenues introuvables ou à des prix prohibitifs. Leur entreprise, Gryp, a accouché sur les bancs de l'Institut de management de l'Université de Bordeaux (IAE).

« J'arrive de Belgique et, quand, à la fac, j'ai vu le fond d'écran de Gauthier avec des voitures anciennes, ça a tilté. Depuis, nous n'avons pas arrêté de discuter ». Les étudiants en deuxième année de mastère (création d'entreprises pour l'un, management des produits industriels pour l'autre) cultivent la même passion pour l'automobile, côté sport pour l'un, version patrimoine pour l'autre.

Un espace gratuit

La création d'UBeeLab a fait le reste. Un an, en effet, que l'Université de Bordeaux s'est dotée de son incubateur d'entreprises. L'espace de coworking a été installé au premier étage de du Pôle universitaire des sciences de gestion, à La Bastide. Mais, surprise, les jeunes créateurs

d'entreprise ne viennent pas que de là. « Nous avons reçu 37 étudiants Parmi eux, il y a aussi des mathématiciens, des psychologues, des informaticiens... Le statut d'étudiant-entrepreneur leur permet d'aménager leur temps en conséquence » détaille Alexandre Savin, chargé de mission à l'Université de Bordeaux.

Comme dans tous les espaces de coworking, UBeeLab est meublé de tables de travail et de machines à café en surrégime. Comme dans tous les incubateurs, les aînés conseillent les jeunes, avec ouverture sur le monde économique bordelais. Sauf qu'ici, c'est gratuit et que l'espace est également ouvert aux jeunes diplômés.

Une façon, pour l'Université de Bordeaux, de mettre sa marque sur les start-up qui pourront être créées par les étudiants ? « Ce n'est pas le sujet » répond Manuel Tunon de Lara, le président de l'Université de Bordeaux, à l'heure d'inaugurer le Lab, hier soir.

« L'avantage, ici, c'est qu'on s'entraide beaucoup. On met nos savoir-faire en commun »

« Ce qui est relativement nouveau, c'est que notre objectif est aussi que les étudiants réussissent leur vie professionnelle. Cela passe par ce genre de structure, qui favorise leur créativité. J'aimerais en créer deux ou trois autres sur nos campus. Même ainsi, nous serons encore loin des USA où les incubateurs pour étudiants sont installés dans des locaux gigantesques avec de nombreux services à leur disposition ».

Un essuie-glace d'abord

En attendant, UBeeLab a lancé son premier concours. 29 projets ont été déposés. Les uns prévoient de mettre en relation les marques commerciales avec des compositeurs pour créer des musiques spécifiques,



Les étudiants d'UBeeLab (Bastien à gauche) avec le président de l'Université Manuel Tunon de Lara et Alexandre Savin, à droite. PHOTO FABIEN COTTEREAU

d'autres de proposer les services des étudiants en médecine ou en professions paramédicales aux personnes en perte d'autonomie et à leur famille. Comme quoi, il n'y a pas

Débat, ce soir sur TV7

LÉGISLATIVES Dernier débat de l'entre-deux-tours sur la 3^e circonscription



La troisième circonscription qui comprend Bordeaux sud, Bègles et Villenave-d'Ornon a été celle de Noël Mameré durant de longues années. Mais en dépit de sa notoriété, le maire de Bègles, qui se représentait comme suppléant, n'a pas réussi à contrer la déferlante d'En marche ! La socialiste qu'il avait soutenue pour lui succéder, Naïma Charai, a échoué de peu pour se qualifier au second tour.

Même s'il s'agit d'un des meilleurs scores des socialistes en Gironde, elle a été battue sur le fil par le représentant de La France Insoumise Loïc Prud'homme.

Ce dernier a réalisé 19,02%, loin derrière Marik Fetouh (Modem/LREM), adjoint d'Alain Juppé, qui a fini en tête avec 33,43%. Ce sont eux qui seront ce soir en débat sur TV7 Bordeaux pour l'élection du député dimanche. L'émission enregistrée cet après-midi est diffusée à 18 h, 20 h et 22 h.

Favori du scrutin Marik Fetouh n'a cependant pas encore gagné dans une circonscription marquée à gauche, et surtout après l'appel de Naïma Charai à voter pour La France Insoumise. Tout dépendra en fait de la mobilisation des électeurs de Macron, et surtout de ceux de gauche qui se sont abstenus en masse alors qu'ils sont plutôt majoritaires dans cette circonscription.

Un concours de jeunes pousses org

BORDEAUX Mardi, le concours Fundtruck avait lieu à Bordeaux. Cinq entrepreneurs ont présenté leurs innovations

C'est un drôle de camion blanc à l'allure de kiosque à pizzas, planté au milieu d'une allée de l'espace Darwin. Devant, une dizaine de personnes patientent en plein soleil et l'observent, encore vide. Son nom ? Le Fundtruck, comme celui d'un concours de jeunes pousses né à Paris qui s'exporte pour la première fois à Bordeaux. Le principe est simple : de jeunes entrepreneurs embarquent à bord d'un camion-restaurant et présentent leurs projets durant une journée à étape. À chaque fois, ils font face à un jury différent. C'est la troisième étape de la



Avant Darwin, le Fundtruck est passé par Unitec et le Conseil régional. Ensuite, il filera place Pey-Berland. PHOTO LAURENT THEILLET

éjà innovants



Demandeurs d'asile : des familles mises à la rue

BORDEAUX Il leur a été demandé du jour au lendemain de quitter l'hôtel où elles étaient logées



Hier soir, la mairie a ouvert en urgence une salle. PHOTO THIERRY DAVID

Elles sont en règle. Quatre familles de demandeurs d'asile, en attente d'une décision sur leur requête et qui ont droit à un hébergement, ont été mises à la rue. Toutes sont de nationalité albanaise et étaient logées dans un hôtel près de la gare de Bordeaux. Lundi, elles ont reçu une lettre du CIAO (Centre d'accueil, d'information et d'orientation), association qui gère notamment le 115. Un courrier non signé qui leur annonce la nouvelle : « La réservation de votre chambre s'arrête le 13/06. À cette date, il faudra quitter la chambre avant 11 heures, puis appeler le 115. Si vous ne quittez pas la chambre, vous ne serez plus jamais accueilli sur le dispositif hôtelier du CIAO », est-il écrit.

Pourquoi ? Hier après-midi, circulait que cette décision émanait de la préfecture. Sollicités, ces services confirmaient la fin des hébergements, indiquant que des solutions étaient recherchées, que cette décision n'avait pas été ordonnée par la préfecture et serait liée à « une saturation de l'hôtellerie, avec Vinexpo ». Contacté, l'hôtel livre une autre version. « Certaines de ces familles étaient logées chez nous depuis octobre. Il y a 15 jours, nous avons reçu un appel du « 115 » nous indiquant qu'il n'y avait plus d'argent pour financer leur hébergement mais que leurs dossiers devaient passer en commission. À l'origine, il était prévu que ces familles restent jusqu'en septembre.

Lundi, le « 115 » nous a rappelés pour nous dire que la commission avait rejeté les dossiers et qu'ils devaient partir », indique un salarié.

L'une des familles concernées a son enfant de 3 ans scolarisé à l'école des Menuts, dans le quartier Saint-Michel, depuis des mois. « On les a vus arriver catastrophés, mardi matin. Ils nous ont montré la lettre. On est tombé des nues », raconte une enseignante. Le jour même se tenait un conseil d'école auquel participait la maire adjointe du quartier Bordeaux-Sud, Émilie Kuziew. « J'ai découvert la situation à ce moment-là », explique cette dernière qui se dit « scandalisée ». « Nous avons appelé la préfecture et le Département mais nous n'avons aucun retour. Il semblerait que les sommes allouées pour l'hébergement de ces familles aient été redirigées vers le financement de nouvelles places de centre d'accueil des demandeurs d'asile (1) », déclare-t-elle, hier soir. La mairie venait d'ouvrir en urgence une salle municipale à Saint-Michel. Deux familles s'y trouvaient à 21 heures. Avec l'aide d'une association, elles devaient déposer un référé devant le tribunal administratif aujourd'hui.

Élisa Artigue-Cazcarra

(1) La Gironde compte près de 1 000 places d'accueil de demandeurs d'asile. 300 de plus doivent ouvrir d'ici la fin de l'année.

que des start-upers branchés nouvelles technologies chez les étudiants.

Et le gagnant est donc... Gryp. Et, hop, un chèque de 5 000 euros pour le duo. De quoi bien commencer. À vrai dire, les deux associés ont déjà vendu leur première pièce imprimée en 3D : un essuie-glace pour une MGT de 1955 ! Pour le reste, ils comptent bien faire appel aux collectionneurs pour trouver les pièces

manquantes qu'ils pourront modéliser. Ça tombe bien, ils ont également créé Auto Exception et Cie, une entreprise de courtage de véhicules anciens haut de gamme. Sans imprimante 3D, du coup.

« Nous allons déposer les statuts de Gryp pour de bon en septembre, détaille Bastien Vanlathem. Nous tenons à le faire à Bordeaux, tout simplement parce que c'est la ville qui compte le plus de collectionneurs. »

C'est aussi à Bordeaux que le jeune Belge a fait connaissance avec les incubateurs d'entreprise made in université. « Chez nous, cela n'existe pas du tout. L'avantage, ici, c'est qu'on s'entraide beaucoup. Les uns et les autres n'ont pas le même savoir-faire technique mais on met tout en commun. Et en plus, travailler avec des gens qui ont déjà ce genre d'expérience, cela permet d'établir des réseaux. » Bref, ça roule !

anisé dans un camion-restaurant

journée et elle se déroule sous un soleil de plomb.

Cinq projets

On débute avec Pack'n'Drive. Notre jeune entrepreneur n'a pas l'air si jeune et aime parler clair. Il « scanne », utilise « des chats-bots » (discussions robotisées), compte sur « un fort caractère différenciant basé sur la digitalisation du processus de déclaration des sinistres » et « l'apport de la blockchain au bac-office » pour « générer du cas flow ». Limpide, non ? En fait, il travaille sur un outil connecté de déclaration de sinistres automobiles.

C'est à Knock, sélectionné par les internautes. Au micro, un jeune de 22 ans. Son projet ? « Un assistant virtuel qui trouve pour vous le bien idéal ». L'assistance sourit. Nous, on pense aux agences immobilières, qui risquent de le détester dès la sortie

de l'application prévue dans trois semaines.

On enchaîne. Le co-fondateur de Gazelle présente son projet révolutionnaire, un véhicule qui consomme deux fois moins que les autres. Et en plus, tout ça pourra être assemblé localement. « On se tournera vers les pays peu industrialisés. » Un juré questionne sur le prix de vente final, « 15 000 euros ». Soudain, on doute que ça perce dans les pays émergents.

EA4T. Un nom barbare pour un projet complexe. On retiendra juste la première phrase qui résume le projet comme « un Siri qui s'adapte à toutes les situations ».

En gros, il s'agit d'un assistant vocal, bien sûr révolutionnaire, capable de comprendre ce que dit un humain qui zozote ou bafouille tout en fouillant dans les méandres du Web

pour répondre à ses questions. Dernière innovation. Orfea, une nouvelle technologie qui évite la pollution sonore au bureau. Soit un petit boîtier magique qui diffuse un signal neutre dans l'espace de travail et fait en sorte que les pics de bruits soient moins agressifs. Avec 60 % des bureaux français en open space, on présume que ça a de l'avenir.

Jusqu'à 5 millions d'euros

On passe aux votes. Ils ne comptent pas. Les participants ne gagnent rien si ce n'est de la visibilité. Qui, dans ce cas, se transforme en investisseur. Les projets présentés lors des dernières éditions ont tous été financés, jusqu'à 5 millions pour certains. Ça tombe bien : dans la hâte, on a choisi Pack'n'Drive alors qu'on voulait voter pour Knock.

Clément Pouré

« La solidarité n'est pas un délit »

Grand-Théâtre. Une sirène retentit. Ils sont une quarantaine à s'allonger sur les pavés, autant sont debout à tenir des pancartes. Débutent alors quinze minutes de silence pesant. Sous un soleil de plomb, le temps est long, mais l'effet est là. Les gens s'arrêtent et regardent, intrigués par la scène.

Depuis trois semaines, le collectif de défense du droit d'asile des migrants du Centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Mérignac est mobilisé pour exiger la libération de jeunes Soudanais menacés d'expulsion vers l'Italie. Ils relèvent en effet de la directive européenne Dublin 3. Leur demande d'asile doit s'effectuer dans le pays d'Europe où ils ont débarqué la première fois. À court de solution, les militants ont alors imaginé une opération coup-de-poing qui marquerait les esprits pour faire écho aux précédentes manifestations.

Au mois de mai 2017, après la fermeture du CAO de Mérignac, 11 d'entre eux ont été arrêtés en préfecture et conduits au centre de rétention administrative. Un contre-sens pour les militants. « Après les avoir protégés pendant six mois et félicités pour leur engagement citoyen, on les pourchasse et on les expulse ! Enfin, ils avaient pu souffler après l'enfer de la guerre, se reconstruire. Tout ça pour ça », déplore Gérard Clabé, membre du collectif. Depuis jeudi dernier, ceux qui sont encore libres, ont été regroupés dans un hôtel de Mérignac près de l'aéroport en attendant leur expulsion.

Hier les militants ont voulu montrer qu'ils ne se résignaient pas. Sur les panneaux, on pouvait lire des phrases chocs : « Demandeurs d'asile privés de liberté », « la solidarité n'est pas un délit ». Ils demandent à présent l'arrêt immédiat des expulsions.

E. F.